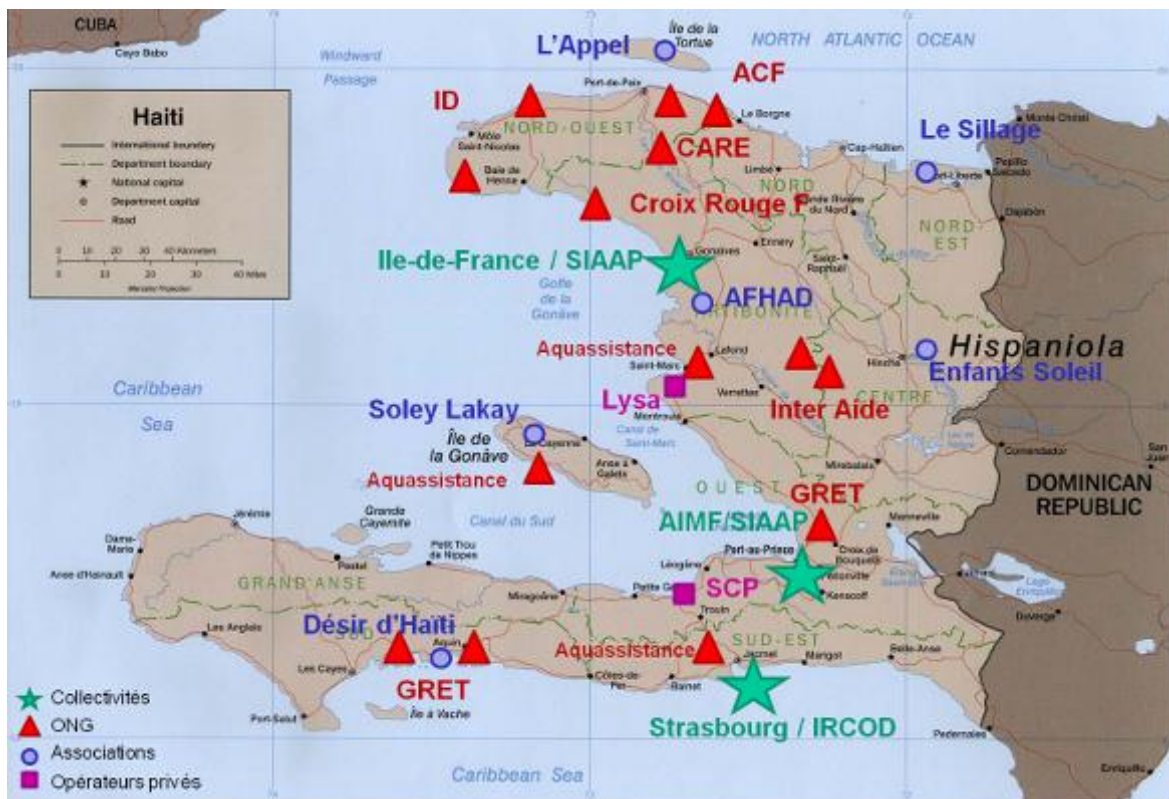




Mission en Haïti 11 au 18 juillet 2010

Délégation : Jean-Paul Colin, Vincent Dussaux, Céline Noblot



Les Organismes rencontrés:

- DINEPA
- GRET-Haïti
- PROTOS
- Ambassade de France
- Société du Canal de Provence
- SESAM
- ACF
- BID

Les Villes visitées:

- Port-au-Prince
- Saint Marc
- Grand Goave

Les projets évoqués:

- Ecole de l'eau/Agroparitech
- Pays de Savoie
- Solidaire/Dessalines
- St-Marc /SESAM-Lysa
- Grand Goave/Société du Canal de Provence

Éléments d'état des lieux

De manière générale, la situation en Haïti reste inquiétante, les conséquences du séisme sont importantes, notamment à Port-au-Prince, et les problématiques qui existaient avant la catastrophe subsistent. L'évacuation de centaines de milliers de tonnes de gravats est encore d'actualité, et le processus de reconstruction peine à démarrer. Si la réponse d'urgence a été rapide et efficace, 6 mois après la catastrophe, le retour à une « situation normale » semble encore lointain et assujéti au règlement de problématiques épineuses, telles que celle des titres fonciers.

Concernant l'eau et l'assainissement, la crise de l'eau et les grosses épidémies que l'on craignait dans les suites du séisme ont pu être évitées grâce à l'action concertée de la DINEPA, des ONG internationales et des opérateurs privés. Notre mission a confirmé que la DINEPA, qui a joué un rôle majeur dans la gestion de la crise, est une des administrations les plus dynamiques et opérationnelles du pays. Il apparaît donc indispensable que les acteurs français travaillent de concert avec la DINEPA, qui souhaite signer un accord-cadre avec chacune des ONG intervenant dans le secteur (voir [L'accord-cadre](#) sur le site web).

La principale difficulté aujourd'hui est de sortir des systèmes d'urgence et d'engager des actions plus pérennes et structurantes. Les revers de l'action d'urgence sont qu'une certaine forme de service a été développée pour satisfaire les besoins des populations (approvisionnement par camion citerne principalement et distribution gratuite de l'eau), apportant une qualité de service parfois supérieure à celle qui existait avant et qui était payante. Ce système n'est cependant pas viable, les financements n'étant pas éternels, et il s'agit aujourd'hui de retourner à un système normal, avec des équipements pérennes et un service rentable, donc payant. Cette problématique s'étend au-delà du secteur de l'eau et de l'assainissement, créant des situations paradoxales. De manière générale, les personnes installées dans les camps bénéficient de services qu'ils n'ont pas en dehors, certains choisissant de ne pas retourner dans leur logement même s'il est habitable ; la vie des quartiers est comme recentrée sur les camps qui menacent de se pérenniser.

Éléments d'info opérationnels

La Dinepa a défini des orientations nationales très claires. Elle a lancé des programmes sur toutes les zones urbaines et va lancer des schémas directeurs sur certaines zones rurales (notamment l'Artibonite). Mais elle est prête à adapter son plan d'actions en fonction des opportunités offertes par la coopération décentralisée.

Concernant la coopération décentralisée, les communes n'ont pas encore la compétence eau et assainissement, mais la réforme prévoit qu'elles aient à terme le rôle de maître d'ouvrage. Les collectivités locales françaises peuvent donc élaborer une idée de projet en partenariat avec une commune haïtienne mais doivent articuler la phase opérationnelle avec la DINEPA.

Compte-rendu de la mission au regard des objectifs fixés

Objectif 1 : Présenter la démarche de plateforme aux institutions concernées en Haïti

- **Présentation de la démarche à l'ambassade de France (SCAC, Bernard Smolikowski)** : l'ambassade s'est montrée intéressée par la démarche qu'elle juge utile et pertinente au vu du contexte dans le secteur en Haïti. Bernard Smolikowski a notamment souligné son intérêt pour que la plateforme ait un rôle de filtre sur les projets avant qu'ils ne soient présentés en Haïti.
- **Présentation de la démarche à la Dinepa (DG, Gérald Jean-Baptiste)** : La DINEPA a exprimé de fortes attentes vis-à-vis de la plateforme, pour contribuer à renforcer les coordinations existantes dans le secteur, et appuyer la DINEPA dans la mise en place de leur observatoire national eau potable et assainissement.

Objectif 2 : Travailler à la mise en place en Haïti d'un dispositif miroir à la plateforme française

La mission a permis d'identifier les instances de coordination existantes, de rencontrer les acteurs principaux du secteur, de recueillir leurs attentes, et d'évaluer avec eux l'apport que la plateforme pourrait avoir et les moyens nécessaires pour répondre à leur besoin de concertation et de coordination sur place :

- **Une forte attente de la part tant de la DINEPA que des ONG en matière de coordination des acteurs dans le secteur**

Les ONG rencontrées (GRET, PROTOS, ACF) ont exprimé un fort besoin d'échanger les expériences, de jouer un rôle de plaidoyer vis-à-vis du gouvernement et de la DINEPA sur la politique sectorielle et la réforme, et une nécessité de concilier actions d'urgence et actions de développement, pour éviter que les actions de développement débutées avant séisme ne soient mises en péril par les actions d'urgence, et pour faire la transition en douceur pour les populations.

La DINEPA exprime quant à elle le besoin de voir se renforcer un point focal ONG, pour avoir un interlocuteur unique, qui contribue à faire évoluer la politique E&A, et pour avoir des échanges d'information réguliers entre les deux parties. Elle insiste aussi sur la nécessité d'avoir un acteur neutre et dédié à la coordination : il est trop difficile et peu efficace de devoir assurer de front à la fois la coordination de toutes les actions et la mise en œuvre de ses propres projets.

- **Des structures de coordination existantes**

Tous les acteurs nous ont fait remarquer que des instances de coordination et de concertation existent déjà en Haïti pour le secteur, et qu'il n'est pas nécessaire d'en créer de nouvelles, mais que l'existant doit être renforcé et adapté pour mieux répondre aux besoins :

> **Pour l'urgence** : le cluster WASH animé par la DINEPA avec appui de l'UNICEF coordonne depuis le séisme l'action humanitaire d'urgence d'une quarantaine d'ONG dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, avec des réunions de moins en moins fréquentes. Un cluster parallèle a été mis en place sur le thème « Beyond water trucking » pour réfléchir aux solutions post-urgence et aux stratégies de sortie de l'eau gratuite et de la distribution par camion. Mais très récemment, le gouvernement aurait exprimé sa volonté de mettre fin aux clusters et de reprendre la coordination sous son égide.

> **Pour le développement** : la PEPA, Plateforme Eau Potable et Assainissement, rassemble des ONG de développement présentes en Haïti depuis plusieurs années et très actives dans le secteur, notamment des ONG francophones, ainsi que des associations Haïtiennes. Créée en 2002, la PEPA a mis ses activités en veilleuse en 2004, mais a engagé récemment un processus de relance. Les chefs de file de la PEPA sont principalement le GRET-Haïti et l'ONG Belge PROTOS.

> **Au niveau institutionnel** : la table sectorielle EPA a été mise en place en 2006 et s'est déjà réunie quelques fois. Animée par la DINEPA, elle rassemble des représentants des partenaires

techniques et financiers, des autorités nationales concernées par l'Eau et l'Assainissement (santé, environnement,...), et des ONG, représentées par un membre de la PEPA.

> En parallèle existe le CLIO, Comité de Liaison inter-ONG, qui n'est pas une coordination sectorielle.

- **Un contexte favorable au renforcement de la concertation**

De manière générale, les acteurs rencontrés ont évoqué un contexte favorable à un renforcement de la coordination et de la concertation dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, pour plusieurs raisons :

> La DINEPA est en phase de rédaction d'un accord cadre avec les ONG du secteur pour encadrer ses relations avec chacune d'elle et avoir une meilleure visibilité et un rôle de régulation sur leurs actions. Elle a besoin que les ONG se concertent, soient force de proposition, et soient prêtes à avoir des échanges réguliers avec la DINEPA.

> La PEPA est en plein processus de relance après une longue période de sommeil. Elle n'a pas joué de rôle pendant l'urgence mais souhaite être plus active pour le développement. La DINEPA reconnaît la légitimité de la PEPA et souhaite qu'elle soit renforcée et qu'elle devienne son interlocuteur unique pour les ONG.

> Si l'on en croit les annonces récentes, le mandat du cluster arrive en bout de course et devrait donc laisser un vide au niveau de la coordination de l'action des ONG humanitaires.

- **Propositions :**

La DINEPA et les principales ONG de développement du secteur (GRET, Protos) proposent que la plateforme française contribue à renforcer la PEPA sur deux fronts:

- La PEPA a besoin de moyens d'animation dédiés (ressources humaines à plein temps, financements dédiés et suffisants, locaux dédiés, équipements, budget de déplacement)

- La PEPA a besoin de développer des outils d'échanges : site web, bases de données

Objectif 3 : Valider les outils de la plateforme au regard des réalités du terrain en Haïti

Plusieurs éléments relevés au cours de la mission confirment la pertinence des outils mis en place dans le cadre de la plateforme :

> Il n'existe aucune base de données, aucun recensement exhaustif des acteurs et des actions eau et assainissement en Haïti, et on n'a aucune connaissance précise du volume financier que représentent les actions des ONG dans le secteur. Il y a donc un fort besoin de cartographie et de recensement à l'image de ce que fait la plateforme concernant les actions françaises.

> Tous les acteurs travaillant dans l'eau et l'assainissement confirment qu'ils ont avant tout besoin d'une coordination sectorielle davantage que pas collègue d'acteurs

> On constate deux clivages dans le secteur, l'un entre les acteurs anglophones et les acteurs francophones, l'autre entre les acteurs d'urgence et les acteurs de développement. La concertation et les échanges entre tous les acteurs du secteur est loin d'être effective. Sur ces deux points cependant, la plateforme française ne propose pas encore de solutions.

> Il y a un fort besoin de la part de la DINEPA de faire savoir qu'ils sont incontournables vis-à-vis de tous les acteurs dans le secteur. La DINEPA souhaite connaître tous les projets et les valider dans leur phase de conception : la plateforme permet d'informer les acteurs français sur le cadre institutionnel, et d'informer la DINEPA sur les projets français, pour éventuellement les mettre en relations.

> La DINEPA partage plusieurs principes d'intervention avec la plateforme : répartir les forces sur le territoire, mettre en relation des acteurs qui sont dans la même zone, trouver des synergies, s'inscrire dans la durée, et se rapprocher des acteurs présents depuis plusieurs années dans le pays et dans le secteur.

Organisation actuelle et propositions de renforcement

Plateforme des acteurs français pour l'eau	Plateforme Haïti : PEPA
<p>150 acteurs : ONG, assos, collectivités, Agences de l'eau, Entreprises, Etat.</p> <p><u>Pilotage</u> : Un comité de pilotage, présidé par J-P. Colin.</p> <p><u>Animation</u> : pS-Eau</p> <p><u>Missions</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecter et diffuser info sur EPA en Haïti : cadre sectoriel, besoins, règles de l'art, ... - Recenser acteurs et actions - Partager les expériences, trouver des synergies - Appuyer les initiatives (conseils techniques et méthodologiques, mise en relations, recherche de financement) <p><u>Outils</u> :</p> <p>Base de données ; portail web</p> <p><u>Financement</u> : MEEDDM</p>	<p>Une quinzaine d'ONGs membres (haïtiennes et étrangères)</p> <p>Proposition : Extension à d'autres acteurs non gouvernementaux, y compris éventuellement d'autres acteurs que les ONG (voir pertinence).</p> <p><u>Pilotage</u> : Un comité de pilotage constitué par le GRET, PROTOS et ?</p> <p><u>Animation</u> : bénévole sur temps libre (Protos, GRET, Helvetas)</p> <p>Proposition : Au moins un temps-plein, voire un binôme entre un Haïtien et un expatrié. Appui possible pS-Eau sur l'animation de réseau.</p> <p><u>Relations avec la DINEPA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer - Interlocuteur unique pour les ONG <p>Propositions complémentaires :</p> <p>+ Echanges d'information</p> <p>+ Travail en commun pour la coordination des actions</p> <p><u>Missions</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecter les données sur les actions des membres de la PEPA et les diffuser - Partager les expériences - Participer à l'élaboration de la politique sectorielle EPA (interlocuteur DINEPA) <p>Propositions complémentaires :</p> <p>+ Collecte des données sur l'ensemble des acteurs du secteur</p> <p>+ Constituer une bibliothèque physique et numérique</p> <p><u>Outils</u> :</p> <p>Aucun.</p> <p>Proposition : Mise en commun des bases de données pS-Eau pour alimenter un portail web spécifique.</p> <p><u>Financement</u> : participation valorisée des membres.</p> <p>Proposition : voir financements français et internationaux. Budget à estimer. Première tentative d'estimation : environ 180 k€ / an</p>
<p>Echanges entre les plateformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inventaires actions / acteurs / docs de référence - Organisation d'ateliers d'échanges - ... 	